



**EXTRAIT DU PROCES VERBAL  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

**Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

**Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE, M. GABARD à M. RIMARK

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27  
Conseillers présents : 25  
Conseillers votants : 27

Pour : 22  
Contre : 5  
Abstention : 0

**14 – FIXATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION À VERSER AUX ÉLUS MUNICIPAUX**

**Le Conseil Municipal délibère à la majorité**

La loi n° 92-108 du 03 février 1992, la Loi n° 96-142 du 21 février 1996 fixent le cadre des indemnités de fonction des élus municipaux au sein des communes.

La loi n° 2000-295 du 05 avril 2000 prévoit le montant maximal attribuable pour le Maire, les Adjoint et les Conseillers Municipaux Délégués.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité fixe les mesures de revalorisation des indemnités.

Sur la base des articles L 2123-1, L 2123-20-1, I, 1<sup>er</sup> aliéna, L 2123-1, L2123-21, L 2123.22, L. 2123-23, L.2123-24 et L.2123-24-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le montant des indemnités des élus est fixé en pourcentage de l'indice brut 1015.

L'enveloppe maximale attribuable est calculée selon les critères suivants :

- ↳ 55 % de l'indice brut 1015 pour le maire,
- ↳ 22 % de l'indice brut 1015 pour chaque adjoint.

Cette enveloppe globale permet de fixer et de répartir les indemnités attribuables selon le barème suivant :

- ↳ pour le Maire : 50.50 % de l'indice brut 1015
- ↳ pour les 8 Adjoint au Maire qui percevront chacun la même somme : 19.00 % de l'indice brut 1015
- ↳ pour les 13 Conseillers Municipaux Délégués qui percevront chacun la même somme : 2.10 % de l'indice brut 1015.

Sachant que le conseil municipal a la possibilité d'appliquer une majoration de 15 % au titre de chef-lieu de canton. Cette majoration de 15 % s'ajoutera à chaque indemnité attribuée à chaque élu.

Ces indemnités seront versées en prenant en compte pour :

- le Maire : le 28 mars 2014 (date de prise de fonction),
- les Adjoints au Maire : le 7 avril 2014,
- les Conseillers Municipaux Délégués : la date de notification des arrêtés de délégation.

Les indemnités seront revalorisées selon les modalités législatives et réglementaires.

Les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 65 et à l'article 6338 du chapitre 012 du budget principal M14 de la Commune.

**Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 18/04/14  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20140415-12457-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

